

Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Lac-Beauport

Code géographique : 22040

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Richard Labrecque, atteste la véracité du rapport financier

de Lac-Beauport pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2015-05-03

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Municipalité de Lac-Beauport

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Lac-Beauport, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Fondement de l'opinion avec réserve

La municipalité ne présente pas, à l'état des résultats, les résultats d'organismes qui ont été sous son contrôle pour la période du 1er janvier 2014 au 3 mai 2015, date à laquelle les organismes ont cessé d'être sous le contrôle de la municipalité. La municipalité ne présente également pas, à l'état de la situation financière, les soldes de ces organismes contrôlés au 31 décembre 2014. Cette situation constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur chacune des rubriques des états financiers n'ont pu être déterminées.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe de fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2015 et des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Lac-Beauport inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16-1, 16-2 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

CPA auditeur, CMA permis de comptabilité publique no A122005
140, Grande-Allée Est, bureau 200
Québec (Québec) G1R 5P7

DATE 2016-05-02

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	10 116 360	10 170 852		10 170 852	9 852 984
Compensations tenant lieu de taxes	2	121 500	115 154		115 154	129 454
Quotes-parts	3					
Transferts	4	315 155	333 407		333 407	295 211
Services rendus	5	622 200	578 840		578 840	729 155
Imposition de droits	6	795 500	955 699		955 699	799 514
Amendes et pénalités	7	60 500	47 376		47 376	47 449
Intérêts	8	148 000	128 694		128 694	137 032
Autres revenus	9		44 990		44 990	6 290
	10	12 179 215	12 375 012		12 375 012	11 997 089
Investissement						
Taxes	11		38 736		38 736	
Quotes-parts	12					
Transferts	13	310 000	1 134 856		1 134 856	274 625
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14		1 273		1 273	146 666
Autres	15					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	310 000	1 174 865		1 174 865	421 291
	18	12 489 215	13 549 877		13 549 877	12 418 380
Charges						
Administration générale	19	1 431 800	1 436 928	87 321	1 524 249	1 585 031
Sécurité publique	20	1 758 550	1 777 797	144 179	1 921 976	1 853 291
Transport	21	2 774 700	2 757 860	657 773	3 415 633	3 360 022
Hygiène du milieu	22	1 775 960	1 804 368	389 451	2 193 819	2 179 424
Santé et bien-être	23	10 000	12 054		12 054	10 020
Aménagement, urbanisme et développement	24	963 680	923 270	3 787	927 057	861 175
Loisirs et culture	25	1 542 605	1 497 301	281 989	1 779 290	1 652 764
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	497 815	531 288		531 288	489 680
Amortissement des immobilisations	28	1 509 881	1 564 500	(1 564 500)		
	29	12 264 991	12 305 366		12 305 366	11 991 407
Excédent (déficit) de l'exercice	30	224 224	1 244 511		1 244 511	426 973

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	224 224	1 244 511	426 973
Moins: revenus d'investissement	2 (	310 000 ) (	1 174 865 ) (	421 291)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(85 776)	69 646	5 682
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	1 509 881	1 564 500	1 393 348
Produit de cession	5		39 990	
(Gain) perte sur cession	6		(39 990)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	1 509 881	1 564 500	1 393 348
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 170 000 ) (	1 183 727 ) (	1 331 257)
	18	(1 170 000)	(1 183 727)	(1 331 257)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	) (	3 068 ) (	60 238)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		(8 842)	
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	(254 105)	(89 215)	(80 737)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(254 105)	(101 125)	(140 975)
	26	85 776	279 648	(78 884)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		349 294	(73 202)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	310 000	1 174 865	421 291
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	)	( 9 948)
Sécurité publique	3 (	2 235 000)	(8 618)	(220 680)
Transport	4 (	5 312 000)	(1 540 200)	(1 893 668)
Hygiène du milieu	5 (	49 500)	(572 612)	(3 079 050)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	)	( 4 241)
Loisirs et culture	8 (	90 000)	(120 546)	(96 913)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	7 686 500)	(2 241 976)	(5 304 500)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	5 470 000	4 738 878	2 656 300
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		3 068	60 238
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			36 091
Excédent de fonctionnement affecté	16	51 000		
Réserves financières et fonds réservés	17	208 000	127 312	291 382
	18	259 000	130 380	387 711
	19	(1 957 500)	2 627 282	(2 260 489)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(1 647 500)	3 802 147	(1 839 198)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	3 155 300	2 996 536	2 809 752
Charges sociales	2	662 980	617 028	583 269
Biens et services	3	5 578 990	5 698 181	5 866 092
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	474 075	445 042	454 794
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	13 740	13 739	15 681
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	10 000	72 507	19 205
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	723 250	716 719	668 951
Autres	10	136 775	181 114	180 315
Autres organismes	11			
Amortissement des immobilisations	12	1 509 881	1 564 500	1 393 348
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	12 264 991	12 305 366	11 991 407

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	10 116 360	10 209 588	9 852 984
Compensations tenant lieu de taxes	2	121 500	115 154	129 454
Quotes-parts	3			
Transferts	4	625 155	1 468 263	569 836
Services rendus	5	622 200	578 840	729 155
Imposition de droits	6	795 500	955 699	799 514
Amendes et pénalités	7	60 500	47 376	47 449
Intérêts	8	148 000	128 694	137 032
Autres revenus	9		46 263	152 956
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	12 489 215	13 549 877	12 418 380
Charges				
Administration générale	12	1 521 800	1 524 249	1 585 031
Sécurité publique	13	1 883 650	1 921 976	1 853 291
Transport	14	3 445 764	3 415 633	3 360 022
Hygiène du milieu	15	2 177 436	2 193 819	2 179 424
Santé et bien-être	16	10 000	12 054	10 020
Aménagement, urbanisme et développement	17	964 795	927 057	861 175
Loisirs et culture	18	1 763 731	1 779 290	1 652 764
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	497 815	531 288	489 680
	21	12 264 991	12 305 366	11 991 407
Excédent (déficit) de l'exercice	22	224 224	1 244 511	426 973
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		15 247 591	14 768 220
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		522 062	574 460
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		15 769 653	15 342 680
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		17 014 164	15 769 653

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	224 224	1 244 511	426 973
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	7 686 500 ) (	2 241 976 ) (	5 304 500)
Produit de cession	3		39 990	
Amortissement	4	1 509 881	1 564 500	1 393 348
(Gain) perte sur cession	5		(39 990)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(6 176 619)	(677 476)	(3 911 152)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		(76 772)	(1 228)
	11		(76 772)	(1 228)
	12	(5 952 395)	490 263	(3 485 407)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(5 952 395)	490 263	(3 485 407)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(18 301 463)	(15 390 516)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			574 460
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(18 301 463)	(14 816 056)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(17 811 200)	(18 301 463)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	3 826	742 681
Placements temporaires	2	103 305	100 933
Débiteurs (note 5)	3	4 304 086	3 286 495
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	4 411 217	4 130 109
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	610 000	3 859 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 944 748	2 921 720
Revenus reportés (note 12)	13	198 034	54 450
Dette à long terme (note 13)	14	19 469 635	15 596 402
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	22 222 417	22 431 572
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(17 811 200)	(18 301 463)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	34 747 364	34 069 888
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 17)	21	78 000	1 228
	22	34 825 364	34 071 116
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	17 014 164	15 769 653

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 244 511	426 973
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 564 500	1 393 348
Autres			
- Gain sur disposition d'actif	3	(39 900)	
-	4		
	5	2 769 111	1 820 321
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 017 591)	248 881
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(976 972)	529 782
Revenus reportés	9	143 584	(12 504)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	(76 772)	(1 228)
	14	841 360	2 585 252
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 241 976)	(5 304 500)
Produit de cession	16	39 900	
	17	(2 202 076)	(5 304 500)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	5 132 700	2 656 300
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 239 300)	(1 384 800)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(3 249 000)	2 359 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(20 167)	(73 597)
Autres			
-	28		
-	29		
	30	624 233	3 556 903
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(736 483)	837 655
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	843 614	5 959
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	107 131	843 614

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Lac-Beauport est un organisme municipal constitué en vertu du Code municipal du Québec (LRQ. c. C-27.1).

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales *présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.*

A) Périmètre comptable et partenariat

La municipalité de Lac-Beauport fait partie de la MRC de La Jacques-Cartier et de la Communauté métropolitaine de Québec. La municipalité doit acquitter ses quotes-parts des dépenses relatives à ces deux organismes selon son niveau de richesse foncière et doit aussi absorber ses quotes-parts des dettes contractées par ces deux organismes.

1) MRC de La Jacques-Cartier :

Description du mandat et relation avec la Municipalité : Municipalité régionale dont fait partie la Municipalité locale de Lac-Beauport. Les services offerts sont, de façon non limitative, associés à l'évaluation foncière, la géomatique, l'aménagement du territoire, la culture et le patrimoine, le développement économique, la sécurité publique, le schéma de couverture de risque (protection incendie) et la vente d'immeubles en justice.

Description des opérations et valeur des transactions réalisées avec l'organisme :
La municipalité verse différentes quotes-parts à la MRC pour les services offerts soit :

Urbanisme :	218 637 \$
Évaluation :	174 994 \$
CLD :	61 332 \$
Patrimoine :	34 835 \$
Protection publique:	20 423 \$
Plan de gestion des matières résiduelles:	12 923 \$
Transport adapté:	31 293 \$
Transport collectif:	57 861 \$

Dettes attribuables à la Municipalité : 264 558\$ (180 902 \$ en 2014).

Valeur de l'avoir de l'organisme (actif net) attribuable à la Municipalité : 471 083\$ (327 386 \$ en 2014).

2) Communauté métropolitaine de Québec (CMQ):

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

La CMQ a pour mandat d'intervenir dans l'aménagement du territoire, le développement économique et la planification de la gestion des matières résiduelles. En 2015, la municipalité a versé les quotes-parts suivantes:

Gestion du territoire:	46 539 \$
Plan de gestion des matières résiduelles:	6 466 \$

La quote-part de la dette de la CMQ attribuable à la Municipalité est de 21 955 \$ (0 \$ en 2014).

3) Ville de Québec

La ville de Québec a pour mandat de gérer l'épuration des eaux usées de la municipalité de Lac-Beauport par le biais d'une entente contractuelle. En 2015, la municipalité a versé à la ville de Québec une quote-part de 50 849 \$ (52 114 \$ en 2014).

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements

Les placements temporaires, qui sont constitués de dépôts à terme, sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures :15, 20 et 40 ans

Bâtiments :40 ans

Véhicules, ameublement de bureau, machinerie et outillage :10 ans

Machinerie lourde :10 et 20 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments**Autres actifs non financiers**

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

3. Modification de méthodes comptables

Au cours de l'exercice, la municipalité a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autre dépenses financées ou devant être financées par emprunts pour lesquels des travaux ont été réalisés. Antérieurement, la municipalité ne constatait que la partie de la subvention qui était exigible et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement, alors que les interprétations de la norme comptable sur les paiements de transfert indiquent que ces subventions doivent être comptabilisées lorsqu'elles sont autorisées par le cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la municipalité a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette modification a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, les ajustements suivants :

État de la situation financière (augmentation (diminution))
Débiteurs - gouvernement du Québec et ses entreprises 522 062 \$
Dette nette -522 062 \$
Excédent accumulé 522 062 \$

État des résultats (augmentation (diminution))
Revenus - transferts -52 398 \$
Excédent de l'exercice -52 398 \$
Excédent accumulé au début de l'exercice 574 460 \$
Excédent accumulé à la fin de l'exercice 522 062 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2	103 305	100 933
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	614 844	435 423
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 932 387	1 674 595
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	1 057 340	587 082
Organismes municipaux	8		
Autres			
-	9	699 515	589 395
-	10		
	11	4 304 086	3 286 495
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	878 004	538 162
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	878 004	538 162
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____)	(_____)
	27	_____	_____
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30	208 761	207 315
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	22 004	21 446
	33	230 765	228 761
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.			
Note			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
La municipalité a une marge de crédit autorisée de 1 500 000 \$ au taux préférentiel de la Caisse centrale Desjardins. Au 31 décembre 2015, le solde de cette marge de crédit est de 610 000 \$.			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	941 298	2 099 409
Salaires et avantages sociaux	38	327 729	295 110
Dépôts et retenues de garantie	39	313 449	303 722
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
-	43	362 272	223 479
-	44		
-	45		
-	46		
-	47		
	48	1 944 748	2 921 720
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	49	10 345	9 815
Transferts	50		
Autres			
- Fonds de parcs	51	171 987	
-	52	15 702	44 635
	53	198 034	54 450
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,15	3,26	2016	2020	54	19 631 803	15 738 403
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	19 631 803	15 738 403
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(162 168)	(142 001)
					64	19 469 635	15 596 402

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2016	65	73	4 581 503	81	90	98	4 581 503
2017	66	74	2 365 800	82	91	99	2 365 800
2018	67	75	1 774 500	83	92	100	1 774 500
2019	68	76	6 493 000	84	93	101	6 493 000
2020	69	77	4 417 000	85	94	102	4 417 000
2021 et +	70	78		86	95	103	
	71	79	19 631 803	87	96	104	19 631 803
Intérêts et frais accessoires				88		105	
	72	80	19 631 803	89	97	106	19 631 803

Note

		2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	107	(17 811 200)	(18 301 463)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108		
Autres	109		
	110	(17 811 200)	(18 301 463)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	6 030 764	139	17 045	166		193	6 047 809
Eaux usées	112	5 947 449	140	93 031	167		194	6 040 480
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	20 276 771	141	1 572 499	168		195	21 849 270
Autres	114	2 993 577	142	60 470	169		196	3 054 047
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	10 608 675	144	165 822	171		198	10 774 497
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	1 123 315	146	39 238	173		200	1 162 553
Ameublement et équipement de bureau	119	751 548	147		174		201	751 548
Machinerie, outillage et équipement divers	120	2 593 434	148	293 871	175	210 354	202	2 676 951
Terrains	121	2 532 616	149		176		203	2 532 616
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>52 858 149</u>	151	<u>2 241 976</u>	178	<u>210 354</u>	205	<u>54 889 771</u>
Immobilisations en cours	124		152		179		206	
	125	<u>52 858 149</u>	153	<u>2 241 976</u>	180	<u>210 354</u>	207	<u>54 889 771</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	1 914 762	154	150 769	181		208	2 065 531
Eaux usées	127	2 787 842	155	148 686	182		209	2 936 528
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	7 428 756	156	506 919	183		210	7 935 675
Autres	129	1 564 322	157	122 147	184		211	1 686 469
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	2 373 977	159	265 217	186		213	2 639 194
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	695 844	161	118 839	188		215	814 683
Ameublement et équipement de bureau	134	605 775	162	51 190	189		216	656 965
Machinerie, outillage et équipement divers	135	1 416 983	163	200 733	190	210 354	217	1 407 362
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>18 788 261</u>	165	<u>1 564 500</u>	192	<u>210 354</u>	219	<u>20 142 407</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>34 069 888</u>					220	<u>34 747 364</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	231	
Immeubles industriels municipaux	232	
Autres	233	
	234	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	78 000	1 228
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	78 000	1 228

Note**18. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée en vertu de contrats échéant à différentes dates jusqu'en 2020, à verser une somme totale de 5 552 918 \$. De ce montant, 3 519 776 \$ a trait aux contrats de déneigement des chemins et 930 657 \$ a trait aux contrats de cueillette et traitement des matières résiduelles. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les cinq prochains exercices s'élèvent à :

2016	2017	2018	2019	2020
2 549 105 \$	1 754 691 \$	1 054 691 \$	140 280 \$	54 151 \$

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

Au 31 décembre 2015, une poursuite est en cours contre la Municipalité de Lac-Beauport. En 2005, une requête a été instituée par Corporation Cape Investissement dans le cadre de la construction d'un bâtiment d'entrepôt. Le dossier est inactif. De plus, la municipalité fait présentement l'objet de poursuites pour un montant d'environ 288 000 \$. La municipalité fait aussi l'objet d'une poursuite pour laquelle le montant en cause est indéterminé. Étant donné que ces poursuites sont à des étapes préliminaires et

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

qu'il n'est pas possible d'en déterminer l'issue, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.
Finalement, la municipalité fait aussi l'objet de quelques poursuites pour un montant d'environ 225 000 \$. La direction est d'avis que ces poursuites sont non fondées et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Voir note 3

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

22. Instruments financiers

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241 3 826	742 681
Découvert bancaire	242 ()	()
Placements temporaires	243 103 305	100 933
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
-	248 ()	()
-	249 ()	()
-	250 ()	()
-	251 ()	()
-	252 ()	()
-	253 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)		
à la fin de l'exercice	254 107 131	843 614

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

2015

2014

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	<u>259</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261
	<u>262</u>
Autres charges	263
	<u>264</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	265

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()
	<u>271</u>		
	<u>272</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	<u>276</u>		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	<u>281</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	<hr/> 292 <hr/>
---	-----------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	()
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 349 294	(8 842)
Excédent de fonctionnement affecté	2	
Réserves financières et fonds réservés	3 189 318	200 833
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 () (
Financement des investissements en cours	5 487 607	(3 287 958)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 15 987 945	18 865 620
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 17 014 164	15 769 653
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 349 294	(8 842)
Organismes contrôlés	10	
	11 349 294	(8 842)
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26	
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 87 170	33 117
Fonds parcs et terrains de jeux	34 85 091	92 965
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 16 047	73 741
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
-	41 1 010	1 010
-	42	
-	43	
-	44	
	45 189 318	200 833
	46 189 318	200 833

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres	59 () ()	()
-	60 () ()	()
-	61 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 () ()	()
	64 () ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 623 068	254 032
Investissements à financer	66 (135 461) ()	(3 541 990)
	67 487 607	(3 287 958)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 34 747 364	34 069 888
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 34 747 364	34 069 888
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 19 469 635	15 596 402
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 162 168	142 001
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (485 962) ()	(129 213)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 (388 400) ()	(406 900)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 ((1 978)) ()	((1 978))
	79 18 759 419	15 204 268
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 18 759 419	15 204 268
	82 15 987 945	18 865 620

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	_____
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	60	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 (_____)	(_____)	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
	<u> </u>	<u> </u>	
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Il s'agit d'un régime de retraite à cotisations déterminées offert aux employés réguliers. L'employeur cotise selon le même pourcentage que l'employé jusqu'à un maximum de 9 %. L'employé peut ajouter des cotisations dites additionnelles.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 <u> 208 761 </u>	<u> 207 315 </u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	2015	2014
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2015	2014
Cotisations des élus au RREM 97	5 920	5 723
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	19 951	19 287
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	2 053	2 159
100	22 004	21 446

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

Administration municipale

Dette à long terme	1	19 631 803
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	135 461
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	16 047
-------------------	---	--------

Débiteurs	8	878 004
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	623 068
--	----	---------

Autres	12	
--------	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	18 250 145
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	18 250 145
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	264 558
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	21 995
---------------------------	----	--------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	18 536 698
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	18 536 698
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	5 369 100	5 399 922	4 699 589
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			180 342
Activités de fonctionnement	3	1 729 600	1 717 817	1 690 619
Activités d'investissement	4		38 736	
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	9 300	9 937	4 667
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres				
	8			
	9	7 108 000	7 166 412	6 575 217
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	305 000	298 571	293 175
Égout	11	201 900	198 316	203 726
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	442 000	454 874	691 249
Autres				
-éclairage public	14	19 040	24 662	3 676
-	15	1 468 000	1 490 321	1 340 557
-Fosses septiques	16	246 000	262 283	247 256
Centres d'urgence 9-1-1	17	30 000	27 000	30 000
Service de la dette	18	296 420	287 149	454 968
Activités de fonctionnement	19			13 160
Activités d'investissement	20			
	21	3 008 360	3 043 176	3 277 767
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	3 008 360	3 043 176	3 277 767
	26	10 116 360	10 209 588	9 852 984

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière 27	56 877	62 762	58 303
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification 28	3 123	2 478	3 688
Taxes d'affaires 29			
Compensations pour les terres publiques 30			
31	60 000	65 240	61 991
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux 32	11 500	11 719	11 670
Cégeps et universités 33			
Écoles primaires et secondaires 34	40 000	27 037	45 869
35	51 500	38 756	57 539
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière 36			
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification 37			
Taxes d'affaires 38			
39			
40	111 500	103 996	119 530
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière 41			
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification 42			
Taxes d'affaires 43			
44			
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière 45			
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification 46			
47			
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité 48			
Autres 49	10 000	11 158	9 924
50	10 000	11 158	9 924
51	121 500	115 154	129 454

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	33 300	16 398
Enlèvement de la neige	58		17 050
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66	25 936	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	29 243	
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70	29 243	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	240 000	225 889
Tri et conditionnement	73		246 505
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77	1 479	1 451
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	41 855	5 219
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		23 703
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	315 155	295 211

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	310 000	1 049 856
Enlèvement de la neige	97		242 225
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	37 500	
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109	37 500	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126	10 000	32 400
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	310 000	1 134 856
		274 625	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139 625 155	1 468 263	569 836

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159	5 000	5 865
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	5 000	5 865
			7 507
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176	115 000	115 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179	115 000	115 000
Réseau d'électricité			
	180		
	181	120 000	122 507

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	15 000	13 164	12 919
Sécurité publique	183	1 000	3 564	3 865
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189	3 000	95 439	255 729
Hygiène du milieu	190	53 000	2 560	46 748
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	75 000	68 201	
Loisirs et culture	193	355 200	390 047	287 387
Réseau d'électricité	194			
	195	502 200	572 975	606 648
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	622 200	578 840	729 155
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	95 500	182 674	94 311
Droits de mutation immobilière	198	700 000	773 025	705 203
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	795 500	955 699	799 514
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	60 500	47 376	47 449
INTÉRÊTS	203	148 000	128 694	137 032
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		39 990	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		1 273	146 666
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			6 290
Autres	211		5 000	
	212		46 263	152 956

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015		Total	Réalisations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	199 100	185 377		185 377	187 572
Application de la loi	2	173 200	175 253		175 253	260 533
Gestion financière et administrative	3	512 200	507 932	87 321	595 253	669 870
Greffe	4	237 200	201 689		201 689	162 082
Évaluation	5	179 000	176 465		176 465	136 501
Gestion du personnel	6	45 900	39 687		39 687	39 198
Autres	7	85 200	150 525		150 525	129 275
	8	1 431 800	1 436 928	87 321	1 524 249	1 585 031
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	1 127 000	1 061 479		1 061 479	1 110 413
Sécurité incendie	10	563 350	672 267	134 351	806 618	678 884
Sécurité civile	11	33 900	11 069		11 069	21 507
Autres	12	34 300	32 982	9 828	42 810	42 487
	13	1 758 550	1 777 797	144 179	1 921 976	1 853 291
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 160 900	1 134 017	646 710	1 780 727	1 871 230
Enlèvement de la neige	15	1 414 000	1 432 022	7 100	1 439 122	1 318 420
Éclairage des rues	16	54 300	48 935	3 963	52 898	49 000
Circulation et stationnement	17	56 300	53 732		53 732	44 889
Transport collectif						
Transport en commun	18	89 200	89 154		89 154	76 483
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	2 774 700	2 757 860	657 773	3 415 633	3 360 022

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	152 255	192 064	6 907	198 971	179 047
Réseau de distribution de l'eau potable	24	201 745	209 202	201 665	410 867	371 462
Traitement des eaux usées	25	81 000	70 508		70 508	68 761
Réseaux d'égout	26	134 700	144 715	156 842	301 557	250 581
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	147 400	154 396		154 396	180 678
Élimination	28	185 000	163 590		163 590	163 702
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	235 200	232 794	17 157	249 951	174 033
Tri et conditionnement	30		12 173		12 173	
Matières organiques						
Collecte et transport	31	122 000	124 068	3 609	127 677	176 002
Traitement	32	42 000	43 341		43 341	46 602
Matériaux secs	33	30 000	30 925		30 925	40 687
Autres	34	4 500	5 816		5 816	
Plan de gestion	35	20 870	19 389		19 389	21 340
Autres	36					17 809
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	163 890	177 672	3 271	180 943	275 971
Autres	39	255 400	223 715		223 715	212 749
	40	1 775 960	1 804 368	389 451	2 193 819	2 179 424
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	10 000	12 054		12 054	10 020
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	10 000	12 054		12 054	10 020
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	799 650	760 918	3 787	764 705	696 358
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	37 800	35 860		35 860	25 988
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	126 230	107 871		107 871	113 718
Tourisme	49		18 621		18 621	25 111
Autres	50					
Autres	51					
	52	963 680	923 270	3 787	927 057	861 175

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	154 125	127 523	102 510	230 033	228 561
Patinoires intérieures et extérieures	54	210 400	165 642	9 537	175 179	167 914
Piscines, plages et ports de plaisance	55	239 450	266 403	12 360	278 763	145 428
Parcs et terrains de jeux	56	299 130	280 848	69 915	350 763	367 614
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	223 600	224 940	57 572	282 512	343 244
	60	1 126 705	1 065 356	251 894	1 317 250	1 252 761
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	183 075	200 185	27 933	228 118	160 596
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	232 825	231 760	2 162	233 922	239 407
	66	415 900	431 945	30 095	462 040	400 003
	67	1 542 605	1 497 301	281 989	1 779 290	1 652 764
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	487 815	456 275		456 275	470 475
Autres frais	70		2 506		2 506	
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	10 000	72 507		72 507	19 205
	73	497 815	531 288		531 288	489 680
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	1 509 881	1 564 500	(1 564 500)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité de Lac-Beauport (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

CPA auditeur, CMA permis de comptabilité publique no A122005
140, Grande-Allée Est, bureau 200
Québec (Québec) G1R 5P7

DATE 2016-05-02

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		10 209 588
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		10 209 588

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	10 209 588
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>10 209 588</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	396 894		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	27 000		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>38 736</u>	10	<u>462 630</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>9 746 958</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>1 170 804 710</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>1 188 326 730</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 179 565 720</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>9 746 958</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 179 565 720</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	[] [] , [8 | 2 | 6 | 3] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	300 000	17 045	979 204
Usines de traitement de l'eau potable	2			35 365
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	300 000	93 031	913 204
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 240 000	1 572 499	2 879 955
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	51 000	52 596	
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10		7 874	18 121
Autres infrastructures	11	60 000		
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	115 000	87 376	19 705
Édifices communautaires et récréatifs	14		78 446	32 659
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	2 265 000	39 238	108 208
Ameublement et équipement de bureau	18			57 415
Machinerie, outillage et équipement divers	19	355 500	293 871	257 756
Terrains	20			2 908
Autres	21			
	22	7 686 500	2 241 976	5 304 500

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		17 045	979 204
Usines de traitement de l'eau potable	24			35 365
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		93 031	913 204
Autres infrastructures	27		1 632 969	2 898 076
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		498 931	478 651
	34		2 241 976	5 304 500

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	15 738 403	5 132 700	1 239 300	19 631 803
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	15 738 403	5 132 700	1 239 300	19 631 803
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	73 741	26 582	84 276	16 047
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	3 263 682	1 855 518	237 724	4 881 476
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	11 862 818	2 856 778	863 320	13 856 276
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	15 200 241	4 738 878	1 185 320	18 753 799
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	538 162	393 822	53 980	878 004
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	538 162	393 822	53 980	878 004
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	538 162	393 822	53 980	878 004
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	538 162	393 822	53 980	878 004
	26	15 738 403	5 132 700	1 239 300	19 631 803
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	15 738 403	5 132 700	1 239 300	19 631 803

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1	30 000	567	29 434
Évaluation	2	140 000	174 994	135 273
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	20 400	20 423	19 639
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	89 200	89 154	76 483
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	63 000	50 849	52 114
Matières résiduelles	12	19 370	19 389	19 968
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	218 700	218 637	196 784
Rénovation urbaine	19	34 800	34 835	25 988
Promotion et développement économique	20	107 780	107 871	113 268
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	723 250	716 719	668 951

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	9,13	35,00	752 454	150 445	902 899
Professionnels	2	2,31	35,00	127 354	29 971	157 325
Cols blancs	3	20,80	35,00	932 986	208 016	1 141 002
Cols bleus	4	13,25	40,00	736 289	158 340	894 629
Policiers	5	5,82	35,00	306 303	41 451	347 754
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	51,31		2 855 386	588 223	3 443 609
Élus	9	7,00		141 150	28 805	169 955
	10	58,31		2 996 536	617 028	3 613 564

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13			37 500		37 500
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15			37 500		37 500
Autres	16	333 407	403 822	656 034		1 393 263
	17	333 407	403 822	731 034		1 468 263

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	175 253	27		53	175 253	79		105	175 253	131
Évaluation	2	176 465	28		54	176 465	80		106	176 465	132
Autres	3	1 085 210	29	87 321	55	1 172 531	81	13 164	107	1 159 367	133
	4	1 436 928	30	87 321	56	1 524 249	82	13 164	108	1 511 085	134
Sécurité publique											
Police	5	1 061 479	31		57	1 061 479	83		109	1 061 479	135
Sécurité incendie	6	672 267	32	134 351	58	806 618	84	3 564	110	803 054	136
Sécurité civile	7	11 069	33		59	11 069	85		111	11 069	137
Autres	8	32 982	34	9 828	60	42 810	86		112	42 810	138
	9	1 777 797	35	144 179	61	1 921 976	87	3 564	113	1 918 412	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	1 134 017	36	646 710	62	1 780 727	88	95 439	114	1 685 288	140
Enlèvement de la neige	11	1 432 022	37	7 100	63	1 439 122	89		115	1 439 122	141
Autres	12	102 667	38	3 963	64	106 630	90		116	106 630	142
Transport collectif	13	89 154	39		65	89 154	91		117	89 154	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	2 757 860	41	657 773	67	3 415 633	93	95 439	119	3 320 194	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	192 064	42	6 907	68	198 971	94		120	198 971	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	209 202	43	201 665	69	410 867	95	1 800	121	409 067	147
Traitement des eaux usées	18	70 508	44		70	70 508	96		122	70 508	148
Réseaux d'égout	19	144 715	45	156 842	71	301 557	97		123	301 557	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	317 986	46		72	317 986	98	5 865	124	312 121	150
Matières recyclables	21	449 117	47	20 766	73	469 883	99		125	469 883	151
Autres	22	19 389	48		74	19 389	100	760	126	18 629	152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	177 672	50	3 271	76	180 943	102		128	180 943	154
Autres	25	223 715	51		77	223 715	103		129	223 715	155
	26	1 804 368	52	389 451	78	2 193 819	104	8 425	130	2 185 394	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	12 054	172		187	12 054	202		217	12 054	232	26 476
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159		174		189		204		219		234	
	160	12 054	175		190	12 054	205		220	12 054	235	26 476
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	760 918	176	3 787	191	764 705	206	68 201	221	696 504	236	647
Rénovation urbaine	162	35 860	177		192	35 860	207		222	35 860	237	
Promotion et développement économique	163	126 492	178		193	126 492	208		223	126 492	238	
Autres	164		179		194		209		224		239	
	165	923 270	180	3 787	195	927 057	210	68 201	225	858 856	240	647
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	1 065 356	181	251 894	196	1 317 250	211	333 317	226	983 933	241	151 120
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	200 185	182	27 933	197	228 118	212	4 874	227	223 244	242	190
Autres	168	231 760	183	2 162	198	233 922	213	51 856	228	182 066	243	
	169	1 497 301	184	281 989	199	1 779 290	214	390 047	229	1 389 243	244	151 310
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	10 209 578	186	1 564 500	201	11 774 078	216	578 840	231	11 195 238	246	531 288

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 241 976	5 304 500
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 241 976	5 304 500

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	(8 842)	100 451
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	(8 842)	100 451
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	349 294	(73 202)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	8 842	
Activités d'investissement	6		(36 091)
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	358 136	(109 293)
Solde à la fin de l'exercice	12	349 294	(8 842)
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13		
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15		
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21		
Solde à la fin de l'exercice	22		
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	200 833	411 478
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	200 833	411 478
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	89 215	80 737
Activités d'investissement	27	(127 312)	(291 382)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	26 582	
	30	(11 515)	(210 645)
Solde à la fin de l'exercice	31	189 318	200 833

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	(15 400)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(15 400)
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()	()
Autres	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	50
	51	
Solde à la fin de l'exercice	52 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 (3 287 958)	(1 448 760)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (3 287 958)	(1 448 760)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56 3 802 147	(1 839 198)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
	57	
Excédent de fonctionnement affecté		
	58	
Réserves financières et fonds réservés		
	59 (26 582)	
	60 3 775 565	(1 839 198)
Solde à la fin de l'exercice	61 487 607	(3 287 958)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 18 865 620	15 689 651
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	589 860
Solde redressé au début de l'exercice	64 18 865 620	16 279 511
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
	65	
Excédent de fonctionnement affecté		
	66	
Variation résiduelle de l'exercice		
	67 (2 877 675)	2 586 109
Solde à la fin de l'exercice	68 15 987 945	18 865 620

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>700 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>700 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>700 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5 () 6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	73 741 9	10	11	26 582 12 (84 276) 13	14	16 047
	15	73 741 16	17	18	26 582 19 (84 276) 20	21	16 047

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 4 □ 1 □ 7 □ 7 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 4 □ 1 □ 7 □ 7 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 1 □ 7 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 0 , □ 8 □ 3 □ 5 □ 4 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ 0 , □ 1 □ 4 □ 5 □ 3 \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	| 2 | 2 | 8 | , | 0 | 0 |	\$
Égout	2	| 1 | 5 | 3 | , | 0 | 0 |	\$
Eau et égout	3	| | | | , | | | |	\$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | | |	\$
Matières résiduelles	5	| 1 | 2 | 9 | , | 0 | 0 |	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Déneigement	448,0000	4	
Compensation immeubles non imposables	,4177	1	
Entretien aqueduc place d'affaire		4	288 \$ à 8 292 \$
Entretien aqueduc non résidentiel	58,0000	4	
Dette réseau aqueduc	74,0000	4	
Dette réseau aqueduc place affaire		4	12 \$ à 4 899 \$
Dette réseau sanitaire	,0020	1	
Entretien réseau sanitaire pl. affaire		4	195 \$ à 5 983 \$
Entretien réseau sanitaire non résident.	42,0000	4	
Matières résiduelles contenant		4	175 \$ à 3 150 \$
Matières organiques - contenant		4	50 \$ à 900 \$
Matières résiduelles - non résidentiel	60,0000	4	
Matières résiduelles - contenants commun	120,0000	4	
Éclairage public	70,0000	4	
Vignette - stationnement Éperon	106,0000	4	
Vidange des oxyvor	170,0000	4	
Vidange avec rejets au fossée	200,0000	4	
Règl.99-0400-06 Orée Chaumière	824,0000	4	
Règl. 2-110 Vallée	450,0000	4	
Règl. 7-170 Grillons	300,0000	4	
Règl. 3-120 Canton -A-	215,0000	4	
Règl. 3-120 Canton -B-	240,0000	4	
Règl. 4-131 Brûlé Fenièrre -1 service	130,0000	4	
Règl. 4-131 Brûlé Fenièrre -2 service	260,0000	4	
Règl. 4-135 Tournée	130,0000	4	
Règl. 4-136 Éperon	272,0000	4	
Règl. 5-143 Fenièrre	370,0000	4	
Règl. 5-144 Godendard	458,0000	4	
Règl. 5-146 Sous-Bois	521,0000	4	
Règl. 5-147 Tourbillon	520,0000	4	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Règl. 7-169 God. Hermin.Cognée	610,0000	4	
Règl. 9-201 Sanitaire Terr. Domaine	120,0000	4	
Règl. 9-189 Montagnard (16, 17 et 19)	600,0000	4	
Règl. 605 Cervin, plans et devis	205,0000	4	
Règl. 610 Montagnard 2 services	4 444,0000	4	
Règl. 610 Montagnard 1 service	2 020,0000	4	
Chemins du lac Bleu		4	10 \$ à 100 \$

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	_____	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	_____	200
		22	<input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 65, chemin du Tour-du-Lac
(no) (rue)
Lac-Beauport G3B 0A1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 849-7141
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 849-0361
(ind. rég.) (numéro)

Courriel rlabrecque@lacbeauport.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Richard Labrecque

Téléphone (418) 849-0714 1
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 849-0361
(ind. rég.) (numéro)

Courriel rlabrecque@lacbeauport.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymon Chabot Grant Thornton, sencrl

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 140, Grande-Allée Est, bureau 200
(no) (rue)
Québec G1R 5P7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 835-3965
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 835-3975
(ind. rég.) (numéro)

Courriel boucher.alain@rcgt.com

Responsable du dossier Alain Boucher

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Richard Labrecque , atteste que le rapport financier de Lac-Beauport pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-05-02 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Lac-Beauport .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Lac-Beauport consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Lac-Beauport détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 1 244 511 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,8263 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-05-03 09:39:27

Date de transmission au Ministère : 2016/05/03

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Lac-Beauport

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	12 179 215	12 375 012	11 997 089
Investissement	2	310 000	1 174 865	421 291
	3	12 489 215	13 549 877	12 418 380
Charges	4	12 264 991	12 305 366	11 991 407
Excédent (déficit) de l'exercice	5	224 224	1 244 511	426 973
Moins : revenus d'investissement	6 (	310 000 ) (	1 174 865 ) (	421 291)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(85 776)	69 646	5 682
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	1 509 881	1 564 500	1 393 348
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	1 170 000 ) (	1 183 727 ) (	1 331 257)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	) (	3 068 ) (	60 238)
Excédent (déficit) accumulé	12	(254 105)	(98 057)	(80 737)
Autres éléments de conciliation	13			
	14	85 776	279 648	(78 884)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		349 294	(73 202)

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Actifs financiers			
Débiteurs	1	4 304 086	3 286 495
Autres	2	107 131	843 614
	3	4 411 217	4 130 109
Passifs			
Dette à long terme	4	19 469 635	15 596 402
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	2 752 782	6 835 170
	7	22 222 417	22 431 572
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(17 811 200)	(18 301 463)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	34 747 364	34 069 888
Autres	10	78 000	1 228
	11	34 825 364	34 071 116
Excédent (déficit) accumulé	12	17 014 164	15 769 653

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	349 294	(8 842)
Excédent de fonctionnement affecté			
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23		
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	189 318	200 833
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	() ()	() ()
Financement des investissements en cours	27	487 607	(3 287 958)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	15 987 945	18 865 620
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	17 014 164	15 769 653

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	10 116 360	10 170 852	9 852 984
Compensations tenant lieu de taxes	2	121 500	115 154	129 454
Quotes-parts	3			
Transferts	4	315 155	333 407	295 211
Services rendus	5	622 200	578 840	729 155
Autres	6	1 004 000	1 176 759	990 285
	7	12 179 215	12 375 012	11 997 089
Investissement				
Taxes	8		38 736	
Quotes-parts	9			
Transferts	10	310 000	1 134 856	274 625
Autres	11		1 273	146 666
	12	310 000	1 174 865	421 291
	13	12 489 215	13 549 877	12 418 380

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale						
Évaluation	1	179 000	176 465		176 465	136 501
Autres	2	1 252 800	1 260 463	87 321	1 347 784	1 448 530
Sécurité publique						
Police	3	1 127 000	1 061 479		1 061 479	1 110 413
Sécurité incendie	4	563 350	672 267	134 351	806 618	678 884
Autres	5	68 200	44 051	9 828	53 879	63 994
Transport						
Réseau routier	6	2 685 500	2 668 706	657 773	3 326 479	3 283 539
Transport collectif	7	89 200	89 154		89 154	76 483
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	569 700	616 489	365 414	981 903	869 851
Matières résiduelles	10	786 970	786 492	20 766	807 258	820 853
Autres	11	419 290	401 387	3 271	404 658	488 720
Santé et bien-être	12	10 000	12 054		12 054	10 020
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	799 650	760 918	3 787	764 705	696 358
Promotion et développement économique	14	126 230	126 492		126 492	138 829
Autres	15	37 800	35 860		35 860	25 988
Loisirs et culture	16	1 542 605	1 497 301	281 989	1 779 290	1 652 764
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	497 815	531 288		531 288	489 680
Amortissement des immobilisations	19	1 509 881	1 564 500	(1 564 500)		
	20	12 264 991	12 305 366		12 305 366	11 991 407

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3